

sous l'impulsion de la guerre totale et la demande presque illimitée d'exportations de denrées alimentaires et de munitions. Afin de maintenir les niveaux d'existence actuels au Canada, l'emploi est à un niveau élevé, et mettre en œuvre la législation sociale déjà consignée aux livres de lois, il est estimé que le revenu national pendant les années d'après-guerre ne devrait pas être inférieur à \$6,000,000,000. Le montant réel du revenu national sera, il va sans dire, influencé dans une large mesure par le niveau général des prix après la guerre; d'autre part, pour jouir d'un revenu national de ce calibre en temps normal, il va de soi que les exportations, sur lesquelles repose l'économie canadienne, doivent être maintenues sur une base sensiblement supérieure au niveau de 1938 ou de 1939. En 1938, le Canada exporte pour \$340,000,000 de marchandises au Royaume-Uni, tandis qu'il en importe du même pays pour \$119,000,000 seulement. Le Dominion achète des Etats-Unis pour \$425,000,000 de produits, tandis qu'il en vend à ce pays pour \$270,000,000 seulement. Voilà, dans les grandes lignes, ce qu'était la situation d'avant-guerre, laquelle, par la force des circonstances, peut sensiblement changer dans la période d'après-guerre. La vérité, c'est que l'appauvrissement de l'Europe et, particulièrement, les effets financiers de la guerre sur le meilleur client du Canada, le Royaume-Uni, ont complètement dérangé la balance d'après-guerre des nations créditrices et débitrices et, en conséquence, influenceront de façon sérieuse les futurs mouvements commerciaux. Le Royaume-Uni sortira de la guerre avec une forte proportion de ses placements étrangers liquidés et un lourd fardeau de dettes. Certains autres pays qui ont été occupés par l'ennemi seront dans une situation encore pire, et la nécessité d'acheter des pays qui achètent chez nous sera un important facteur à considérer dans le commerce.

En 1938, 27 p.c. seulement des exportations canadiennes sont dirigées sur des pays autres que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Si, dans les années à venir, le volume des exportations doit être maintenu aux niveaux nécessaires pour conserver un revenu national de \$6,000,000,000 ou plus, le but doit être alors d'augmenter considérablement le commerce du Canada avec les pays autres que le Royaume-Uni et les Etats-Unis; le Canada doit également être prêt à importer plus de marchandises du Royaume-Uni; d'autre part, les échanges commerciaux avec les Etats-Unis doivent être mieux équilibrés. Le Ministère du Commerce a fait beaucoup pour préparer la voie à l'organisation du commerce canadien d'après-guerre (voir pp. 495-96), mais les plans pour l'après-guerre dépendront aussi, et dans une large mesure, du genre d'économie internationale qui sera mis en œuvre par les Nations Unies. Il reste encore à voir si cette économie permettra le commerce multilatéral, en vertu duquel les nations seront en mesure de dépenser leurs revenus extérieurs dans les pays de leur choix par un système de libre échange monétaire, ou si le monde reviendra aux idées de rétrécissement et de limitation d'ententes bilatérales séparées d'avant la guerre. De toute façon, il y aura sans doute une période transitoire durant laquelle les conditions ne permettront pas l'introduction immédiate d'un système mondial fonctionnant librement. Les problèmes transitoires eux-mêmes empêcheront le fonctionnement d'un système aussi idéal. Les pays de l'Europe et de l'Asie qui ont souffert des dégâts sérieux par suite de l'occupation ennemie auront besoin pendant longtemps d'une aide sympathique pour se rétablir, mais le problème sera amplifié par l'ingérence universelle que la guerre a introduite dans les principales relations économiques mondiales qui mettront peut-être beaucoup d'années à se rétablir.

Les années de transition ne promettent donc pas un rajustement facile. De nouveaux problèmes, presque tous aussi épineux que ceux qui ont été résolus pendant